

**Art. 2.** Notre ministre de la Santé publique et des Pensions et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 1998.

**ALBERT**

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique et des Pensions,  
M. COLLA

Le Ministre des Affaires sociales,  
Mme M. DE GALAN

**Art. 2.** Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 december 1998.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,  
M. COLLA

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 99 — 667

[S - C - 99/00137]

**8 FEVRIER 1999.** — Arrêté royal fixant les redevances à percevoir, visées à l'article 20 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à remplacer le texte de l'arrêté royal du 14 mai 1991 fixant les redevances à percevoir, visées à l'article 20 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage.

#### Exposé général

L'arrêté royal du 14 mai 1991 fixant les redevances à percevoir, visées à l'article 20 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage ne prévoit pas que les montants des redevances à percevoir soient liés aux variations de l'indice des prix à la consommation. Afin d'éviter un accroissement de la complexité du calcul des montants à prélever, l'insertion de ce principe n'est donc pas souhaitée. Mais cela signifie qu'il faudra pourtant adapter de temps à autre les montants prévus. En outre, il faudra tenir compte de différentes nouveautés qui ont vu le jour dans le secteur de la sécurité privée et du gardiennage privé, qui ont augmenté la charge de travail du service chargé de l'administration du secteur. Les exemples suivants illustrent cela : la réglementation en matière de transport de valeurs, l'instauration d'une procédure d'agrément pour les systèmes de protection des valeurs, la procédure de notification pour la Commission européenne, la dépenalisation de la plupart des infractions à la loi du 10 avril 1990 suite à l'entrée en vigueur au 28 août 1997 de la loi du 18 juillet 1997 modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage. En outre, une hausse du nombre des demandes d'agrément, d'autorisation ou de renouvellement est constatée chaque année (cfr. annexe 1).

Pour le suivi systématique de ces dossiers, un accroissement du personnel de cette administration sera nécessaire.

Depuis l'entrée en vigueur, le 28 août 1997, de la loi du 18 juillet 1997 modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage et la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifiée par la loi du 29 juillet 1934 et la loi du 30 janvier 1991, les associés indépendants d'une société coopérative qui n'exercent leurs activités qu'au profit d'une seule entreprise et cela dans un lien effectif de dépendance hiérarchique, doivent disposer personnellement d'une autorisation en tant qu'entreprise de gardiennage, même si la société coopérative dispose déjà d'une autorisation en tant que personne morale. L'élimination des faux indépendants dans le secteur du gardiennage entraînera probablement une augmentation de la charge de travail.

#### MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 667

[S - C - 99/00137]

**8 FEBRUARI 1999.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van de retributies, bedoeld in artikel 20 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit, waarvan wij de eer hebben het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe de tekst van het koninklijk besluit van 14 mei 1991 tot vaststelling van de retributies bedoeld in artikel 20 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten te vervangen.

#### Algemene toelichting

Het koninklijk besluit van 14 mei 1991 tot vaststelling van de retributies bedoeld in artikel 20 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten voorziet niet dat de bedragen van de retributies worden gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen. Om de complexiteit van de berekening van de heffingsbedragen niet te vergroten, is de inlassing van dit principe ook niet wenselijk. Dit betekent echter wel dat de voorziene bedragen van tijd tot tijd toch dienen aangepast te worden. Bijkomend dient rekening gehouden te worden met diverse nieuwe ontwikkelingen die zich hebben voorgedaan binnen de sector private beveiliging en private bewaking, waardoor de werklust van de dienst belast met de administratie van de sector vergroot werd. Voorbeelden hiervan vormen de complexe regelgevingen inzake waardetransport, het voorzien van een erkenningsprocedure voor beveiligingssystemen van waarden, de notificatieprocedure voor de Europese Commissie, de depenalisatie van de meeste inbreuken op de wet van 10 april 1990 ingevolge de inwerkingtreding op 28 augustus 1997 van de wet van 18 juli 1997 tot wijziging van de wet van 10 april 1990, op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten. Bovendien wordt jaarlijks een stijging vastgesteld van het aantal aanvragen tot erkenning of vergunning of de vernieuwing ervan (zie bijlage 1).

Voor de systematische opvolging van deze dossiers zal een uitbreiding van het personeelsbestand van deze administratie nodig zijn.

Sedert de inwerkingtreding op 28 augustus 1997 van de wet van 18 juli 1997 tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten en de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, gewijzigd door de wet van 29 juli 1934 en de wet van 30 januari 1991, dienen de zelfstandige coöperatieve vennoten die hun activiteiten louter ten bate van één enkele onderneming en in een werkelijke band van hiërarchische afhankelijkheid uitoefenen, persoonlijk over een vergunning als bewakingsonderneming te beschikken, zelfs als de coöperatieve vennootschap als rechtspersoon reeds over een vergunning beschikt. Door het wegwerken van schijnzelfstandigen binnen de bewakingssector zal vermoedelijk de werklust toenemen.

## Examens des articles modifiés

Article 1<sup>er</sup>.

L'article 20 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, modifié par la loi du 18 juillet 1997, produit bien évidemment ses effets à partir du 7 juin 1991 (date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 14 mai 1991 précité).

## Article 2

Pour raison de garanties légales, il est souhaitable que le champ d'application soit clairement défini dans l'arrêté royal. C'est pourquoi, un certain nombre de définitions des concepts utilisés y sont insérés.

Ainsi, pour déterminer le nombre d'élèves inscrits par cycle de formation on reprend les normes de comptage utilisées par l'organisme qui octroie les subventions. Cette harmonisation permet de réaliser un contrôle efficace.

## Article 3

Le montant de base de la redevance annuelle à percevoir à charge des entreprises de gardiennage et des entreprises de sécurité est augmenté de 10 000 à 15 000 francs.

Ce montant de base est augmenté à partir d'un chiffre d'affaires annuel donné (5 000 000 francs); pour l'augmentation de cette redevance de 2 pour mille à 2,4 pour mille, il a été tenu compte de la hausse effective de l'index (qui n'avait jamais été adapté) de 18 %. Pour les entreprises de gardiennage, un montant maximum de redevance n'est plus défini, mais l'augmentation est dégressive à mesure que le chiffre d'affaires s'accroît.

Plus particulièrement, en ce qui concerne les entreprises de sécurité, nous avons constaté qu'un peu plus de 81 % de ces dernières paient la redevance minimale. La redevance pour les entreprises de sécurité est calculée sur la base du chiffre d'affaires réalisé en fournissant à des tiers des services de conception, d'installation — y compris les travaux de câblage —, d'entretien ou réparation des systèmes et centraux d'alarme, comme mentionné dans le rapport d'activités. Dans le passé, certaines entreprises de sécurité ont maintenu ce chiffre d'affaires à un niveau artificiellement bas puisqu'elles déduisaient du chiffre d'affaires réalisé les revenus du câblage des systèmes d'alarme. Etant donné que le câblage des systèmes d'alarme fait partie intégrante de l'installation de tels systèmes, le chiffre d'affaires réalisé grâce au câblage doit également entrer en ligne de compte pour le calcul du chiffre d'affaires en matière d'installation.

Pour les services internes de gardiennage, un système par lequel la redevance à percevoir par établissement surveillé diminue à mesure que le nombre d'établissements surveillés augmente, a été mis au point. Il arrive que des organisations faisant partie du monde culturel organisent, elles aussi, un service interne de gardiennage. C'est notamment le cas des musées. Pour ce faire, ces derniers ne disposent cependant pas des mêmes moyens financiers que d'autres entreprises. Afin d'éviter de maintenir l'organisation d'un service interne de gardiennage à un seuil inutilement élevé pour eux, un taux séparé pour la redevance à percevoir est prévu dans ces cas.

Afin de mettre en proportion le montant de la redevance à percevoir à charge des organismes de formation, qui ont obtenu un agrément du Ministère de l'Intérieur pour dispenser des formations dans les secteurs du gardiennage privé et de la sécurité privée, avec le droit d'inscription élevé et les subventions que ces organismes reçoivent par élève inscrit, un prélèvement de 5 pour cent est prévu sur le droit d'inscription précité en plus du montant de base de 1 200 francs par élève inscrit. Par droit d'inscription, on entend dans ce contexte l'ensemble des paiements qu'un élève est tenu d'effectuer au profit de l'organisme de formation afin de mener sa formation à terme. Le droit d'inscription comprend donc aussi des paiements comme ceux pour la documentation, les stages, la participation aux examens, etc.

Le montant de base est réduit de moitié s'il s'agit d'un cours de recyclage.

## Article 4

Désormais, pour couvrir les frais administratifs, une contribution plus systématique est imputée lors d'une demande d'agrément, d'autorisation, d'approbation, d'homologation ou de renouvellement. Il en est également ainsi pour la procédure d'approbation pour les systèmes de protection de valeurs et leurs variantes.

Le traitement administratif d'une demande de renouvellement de ces agréments, autorisations, approbations ou homologations, est le même que lors de la première demande, de sorte qu'il n'est plus nécessaire de distinguer les différents montants qui sont imputés à cet effet pour couvrir les frais administratifs.

## Artikelsgewijs onderzoek

## Artikel 1

Artikel 20 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, zoals gewijzigd door de wet van 18 juli 1997, heeft uiteraard uitwerking met ingang van 7 juni 1991 (datum van inwerkingtreding van het voornoemd koninklijk besluit van 14 mei 1991).

## Artikel 2

Omwille van de rechtszekerheid is het wenselijk dat het toepassingsgebied duidelijk afgebakend wordt in het koninklijk besluit. Daarom worden een aantal definities van de gebruikte begrippen ingevoegd.

In het bijzonder voor het bepalen van het aantal ingeschreven leerlingen per opleidingscyclus of bijscholingscyclus worden de tellingsnormen, gehanteerd door de instelling die subsidies verleent, overgenomen. Door deze afstemming kan een efficiënte controle uitgevoerd worden.

## Artikel 3

Het basisbedrag van de jaarlijkse retributie voor de bewakingsondernemingen en de beveiligingsondernemingen wordt verhoogd van 10 000 frank tot 15 000 frank.

Dit basisbedrag wordt vermeerderd vanaf een bepaalde jaarlijkse omzet (5 000 000 frank); voor de optrekking van deze heffing van 2 promille naar 2,4 promille werd uitgegaan van een feitelijke indexverhoging (die nooit werd toegepast) van 18 %. Voor de bewakingsondernemingen wordt geen maximumbedrag voor de retributie meer bepaald maar is deze vermeerdering degressief naarmate de omzet stijgt.

In het bijzonder voor wat betreft de beveiligingsondernemingen hebben we vastgesteld dat ruim 81 % van de beveiligingsondernemingen de minimale retributie betaalt. De retributie voor beveiligingsondernemingen wordt berekend op het omzetcijfer verwezenlijkt door het leveren aan derden van diensten van conceptie, installatie met inbegrip van de diensten bestaande uit bekabeling, onderhoud of herstelling van de alarmsystemen en alarmcentrales, zoals weergegeven in het activiteitenverslag. Sommige beveiligingsondernemingen hebben in het verleden dit omzetcijfer kunstmatig laag gehouden doordat ze van de gerealiseerde omzet de inkomsten uit bekabeling van alarminstallaties in mindering brachten. Doordat de bekabeling van de alarmsystemen een wezenlijk onderdeel uitmaakt van de installatie ervan, dient ook de omzet gerealiseerd uit de bekabeling in aanmerking genomen te worden voor de berekening van de omzet inzake installatie.

Voor de interne bewakingsdiensten is een stelsel uitgewerkt waarbij de retributie per bewaakte vestiging afneemt naarmate het aantal bewaakte vestigingen toeneemt. Het komt voor dat ook organisaties uit de culturele sfeer een interne bewakingsdienst organiseren. Dit is voornamelijk het geval met musea. Zij beschikken evenwel niet over dezelfde financiële middelen als andere ondernemingen om zulks te doen. Om de drempel tot de organisatie van een interne bewakingsdienst voor hen niet nodeloos hoog te houden, is in dit geval voorzien in een afzonderlijk tarief voor de retributie.

Teneinde het bedrag van de retributie aangerekend aan de opleidingsinstellingen die een erkenning hebben verkregen van het Ministerie van Binnenlandse Zaken voor het geven van de opleidingen in de sector van de privé-bewaking en de privé-beveiliging, in evenredigheid te brengen met het hoge inschrijvingsgeld en de subsidies die zij ontvangen per ingeschreven leerling wordt naast het basisbedrag van 1 200 frank per ingeschreven leerling een heffing van 5 procent voorzien op het voornoemde inschrijvingsgeld. Met inschrijvingsgeld wordt in deze context het geheel van betalingen bedoeld die een cursist dient te verrichten aan de opleidingsinstelling om zijn opleiding te volbrengen. Het inschrijvingsgeld omvat derhalve ook betalingen zoals deze voor documentatie, stages, examendeelname, enz.

Het basisbedrag is tot de helft gereduceerd zo het een bijscholingscursus betreft.

## Artikel 4

Voortaan wordt bij aanvragen tot erkenning, vergunning, goedkeuring en homologatie of de vernieuwing ervan meer systematisch een bijdrage aangerekend ter dekking van de administratieve onkosten. Dit is ook het geval bij de goedkeuringsprocedure voor de beveiligingssystemen van waarden en de varianten.

De administratieve behandeling van een aanvraag van vernieuwing van deze erkenningen, vergunningen, goedkeuring en homologatie is hetzelfde als bij een eerste aanvraag, zodat niet langer een onderscheid moet gemaakt worden tussen de bedragen die hiervoor worden aangerekend ter dekking van de administratieve onkosten.

Dans le cadre des nouvelles réglementations relatives à la protection des transports de valeurs, une procédure d'approbation pour les systèmes de protection de valeurs est prévue, de même qu'une procédure d'homologation pour les véhicules de transport de valeurs utilisés par les entreprises de gardiennage. Afin d'éviter que des demandes d'approbation ou d'homologation ne soient introduites par trop à la légère, une contribution est imputée pour couvrir les frais administratifs.

Ces frais administratifs sont également imputés aux demandes d'approbation des variantes de système de protection de valeurs. En pratique, il arrive en effet souvent qu'en cas de non-approbation d'un système de protection de valeurs, des modifications y soient apportées après quoi, cette variante du système de protection est proposée à l'approbation. Le système devra être à nouveau soumis aux tests définis et présenté à la Commission relative à la protection des valeurs. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de compensation à l'augmentation de la charge administrative pour le traitement de ces dossiers.

Pour l'agrément des organismes de formation, on prévoit aussi pour la première fois une contribution pour les frais administratifs. Ici aussi, on fait appel au principe selon lequel cette contribution doit être payée par cours organisé séparément.

#### Article 5

En ce qui concerne les cartes d'identification, cela n'a plus aucun sens de faire une distinction entre le montant de la redevance à percevoir pour la fabrication d'une carte d'identification et le montant de la redevance à percevoir pour le renouvellement de la carte d'identification avant l'expiration de sa durée de validité. Pour le Ministère de l'Intérieur, Direction Générale de la Police Générale du Royaume, le coût de la fabrication de ces cartes d'identification demeure identique.

Etant donné que la procédure de paiement des cartes d'identification dépend d'un contrat conclu avec une firme externe et donc sujet à modifications, il est proposé de laisser l'établissement de cette procédure au Ministre de l'Intérieur.

#### Article 6

En outre, quelques modifications d'ordre technique ont été apportées afin de permettre une simplification des perceptions ainsi qu'une harmonisation des références.

En ce qui concerne les perceptions des redevances dans le cas d'entreprises de gardiennage et d'entreprises de sécurité, il a été prévu dans l'arrêté royal du 14 mai 1991 précité, que les montants des redevances doivent être payés dans les deux mois qui suivent l'approbation des comptes annuels. Les comptes annuels ne sont cependant pas approuvés au même moment pour toutes les entreprises. Et, qui plus est, les entreprises de gardiennage et de sécurité que l'on a créées en tant que personne physique, ne sont pas tenues d'instaurer une approbation de ces comptes annuels. C'est dans un but de simplification de la perception qu'une date fixe a été établie dans le présent arrêté, date à laquelle il convient de payer les redevances annuelles.

#### Article 8

Enfin, l'abrogation de l'arrêté royal du 14 mai 1991 précité est spécifié.

#### Article 9

Le présent projet d'arrêté royal serait appliqué pour la première fois aux redevances dues pour l'année 1999.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux,  
et le très fidèle serviteur,  
Le Ministre de l'Intérieur,  
L. VAN DEN BOSSCHE

In het kader van de nieuwe reglementeringen met betrekking tot de beveiliging van waardetransporten wordt voorzien in een goedkeuringsprocedure voor de beveiligingssystemen van waarden en een homologatieprocedure voor de voertuigen voor waardevervoer gebruikt door de bewakingsondernemingen. Teneinde te voorkomen dat al te lichtzinnig aanvragen worden ingediend tot goedkeuring of homologatie wordt een bijdrage aangerekend ter dekking van de administratieve onkosten.

Deze administratieve onkost wordt eveneens aangerekend bij het ter goedkeuring voorleggen van de varianten van de beveiligingssystemen van waarden. In de praktijk komt het immers vaak voor dat bij niet-goedkeuring van een voorgelegd beveiligingssysteem van waarden, wijzigingen worden aangebracht waarna deze variant van het beveiligingssysteem ter goedkeuring wordt voorgelegd. Het systeem dient echter opnieuw aan bepaalde testen te worden onderworpen en voorgelegd te worden aan de Commissie betreffende de beveiliging van waarden. De verhoging van de administratieve last bij de behandeling van deze aanvragen werd echter tot nog toe niet gecompenseerd.

Ook voor de erkenning van opleidingsinstellingen wordt voor het eerst ook voorzien in een bijdrage voor administratieve onkosten. Ook hier wordt het principe gehanteerd dat deze bijdrage dient betaald te worden per afzonderlijk georganiseerde cursus.

#### Artikel 5

Voor de identificatiekaarten heeft het geen zin nog langer een onderscheid te maken tussen het bedrag van de retributie voor de aanmaak van een identificatiekaart en het bedrag van de retributie voor de hernieuwing van de identificatiekaart voor het aflopen van haar geldigheidstermijn. Voor het Ministerie van Binnenlandse Zaken, Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie, blijft de kostprijs voor de aanmaak van deze identificatiekaarten gelijk.

Gezien de procedure voor de betaling van de identificatiekaarten afhangt van het contract dat met een externe firma wordt afgesloten en aldus herhaaldelijk kan wijzigen, wordt voorgesteld om deze procedure te laten bepalen door de Minister van Binnenlandse Zaken.

#### Artikel 6

Daarenboven worden, voor de vereenvoudiging van de inningen en afstemming op referenties ook enkele technische wijzigingen aangebracht.

Inzake de inningen van retributies voor bewakingsondernemingen en beveiligingsondernemingen werd in het voornoemd koninklijk besluit van 14 mei 1991 bepaald dat de bedragen van de retributies dienen betaald te worden binnen de twee maand na de goedkeuring van de jaarrekening. De jaarrekeningen worden voor alle ondernemingen echter niet op hetzelfde moment goedgekeurd. Anderzijds dienen de bewakingsondernemingen en beveiligingsondernemingen die werden opgericht als natuurlijk persoon geen goedkeuring van de jaarrekening op te maken. Om de inning te vereenvoudigen wordt er in dit besluit daarom een vaste datum bepaald waarop de jaarlijkse retributies dienen betaald te zijn.

#### Artikel 8

Tenslotte wordt bepaald dat het voornoemd koninklijk besluit van 14 mei 1991 wordt opgeheven.

#### Artikel 9

Dit ontwerp van koninklijk besluit zal voor het eerst worden toegepast op de retributies met betrekking tot het jaar 1999.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. VAN DEN BOSSCHE

## AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 21 octobre 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « fixant les redevances à percevoir visées à l'article 20 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage », a donné le 9 décembre 1998 l'avis suivant :

Le projet n'appelle pas d'observations.

La Chambre était composée de :

MM. :

J.-J. Stryckmans, premier président;

Y. Kreins, P. Quertainmont, conseillers d'Etat;

F. Delperée, J.-M. Favresse, assesseurs de la section de législation;

Mme. B. Vigneron, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. Paquet, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. Amelynck, référendaire adjoint.

La concordance ente la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le greffier,

B. Vigneron.

Le premier président,

J.-J. Stryckmans.

**8 FEVRIER 1999. — Arrêté royal fixant les redevances à percevoir, visées à l'article 20 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, modifiée par la loi du 18 juillet 1997, notamment les articles 8, § 3, première phrase, 8, § 4, première phrase, 8, § 5, première phrase, 12 et 20;

Vu le fonds pour les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage, créé par la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1997 réglant certaines méthodes de protection du transport de valeurs, modifié par les arrêtés royaux des 25 avril 1997 et 26 janvier 1998;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1997 relatif aux spécificités techniques et à l'homologation des véhicules de transport de valeurs utilisés par les entreprises de gardiennage;

Vu l'arrêté ministériel du 3 mars 1997 relatif à la procédure d'approbation des systèmes de protection de valeurs;

Vu l'avis de l'inspection des Finances en date du 13 juillet 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 6 octobre 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 décembre 1998;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 20 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, produit ses effets à partir du 7 juin 1991.

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "système de protection de valeurs" : les systèmes visés aux articles 3 et 12 de l'arrêté royal du 28 février 1997 réglant certaines méthodes de protection du transport de valeurs;

2° "homologation de véhicules" : la procédure d'homologation visée à l'arrêté royal du 28 février 1997 relatif aux spécificités techniques et à l'homologation des véhicules de transport de valeurs utilisés par les entreprises de gardiennage;

## ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 oktober 1998 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot vaststelling van de retributies bedoeld in artikel 20 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten », heeft op 9 december 1998 het volgende advies gegeven :

Bij het ontwerp zijn geen opmerkingen te maken.

De Kamer was samengesteld uit :

de heren :

J.-J. Stryckmans, eerste voorzitter;

Y. Kreins, P. Quertainmont, staatsraden;

F. Delperée, J.-M. Favresse, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. B. Vigneron, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J.-L. Paquet, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer C. Amelynck, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans.

De griffier,

B. Vigneron.

De eerste voorzitter,

J.-J. Stryckmans.

**8 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de retributies, bedoeld in artikel 20 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, zoals gewijzigd door de wet van 18 juli 1997, inzonderheid op de artikelen 8, § 3, eerste zin, 8, § 4, eerste zin, 8, § 5, eerste zin, 12 en 20;

Gelet op het fonds voor de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, opgericht door de organieke wet van 27 december 1990 houdende oprichting van begrotingsfondsen;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1997 houdende de regeling van bepaalde methodes ter beveiliging van het waardenvervoer, zoals gewijzigd door de koninklijke besluiten van 25 april 1997 en 26 januari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1997 betreffende de technische kenmerken en de homologatie van de voertuigen voor waardenvervoer gebruikt door de bewakingsondernemingen.

Gelet op het ministerieel besluit van 3 maart 1997 houdende de goedkeuringsprocedure van de beveiligingssystemen van waarden;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 13 juli 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 6 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State, verleend op 9 december 1998;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 20 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten heeft uitwerking met ingang van 7 juni 1991.

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder :

1° "beveiligingssysteem van waarden" : de systemen geïndiceerd in de artikelen 3 en 12 van het koninklijk besluit van 28 februari 1997 houdende regeling van bepaalde methodes ter beveiliging van het waardenvervoer.

2° "homologatie van voertuigen" : de homologatieprocedure bedoeld in het koninklijk besluit van 28 februari 1997 betreffende de technische kenmerken en de homologatie van de voertuigen voor waardenvervoer gebruikt door de bewakingsondernemingen;